

Impact *Entreprises*

La lettre de la responsabilité sociale des entreprises

Lettre trimestrielle éditée par le Centre Français d'Information sur les Entreprises vendue au prix de 18 euros

Octobre-Décembre n° 55

Dossier

Sidérurgie, climat et droits humains

Le secteur doit considérablement accélérer sa transformation pour mieux intégrer les questions liées au climat et au respect des droits humains... dans un contexte particulièrement difficile. Le défi peut-il être relevé ?

Prix de l'abonnement : personnes physiques, 30 euros, personnes morales, 115 euros (France) ; 130 euros (Zone euro) ; 135 euros (Monde). Prix au numéro : 18 euros. Directeur de la publication : Martial Cozette. Comité de rédaction : Jean-Sébastien Guillou, Madgid Lehouali, Pascale Naquet.

Correction : Pascale Naquet.

Impression : Presse Pluriel, 19 rue Frédéric Lemaître - 75020 Paris.

Tél. : 01.43.66.71.53.

CFIE (Centre Français d'Information sur les Entreprises, association loi 1901) : 52, boulevard Ornano - 75018 Paris.

Tél. : 01.46.06.07.08.

Fax : 01.46.06.05.06.

Courrier électronique : cfie@club-internet.fr.

E ditorial

Martial Cozette
Rédacteur en chef

Des paroles aux actes

Le moins que l'on puisse dire est que la période actuelle, chahutée sur les plans économique et financier, l'est tout autant sur le plan des concepts et de la clarté des stratégies conduites par les entreprises, y compris en matière de responsabilité sociétale.

Alors que l'industrie automobile vit des heures sombres, que les ventes et les perspectives du secteur à court et moyen terme sont des plus moroses, jamais salon mondial de l'automobile n'a autant fait l'objet de déclarations, de communiqués et de démonstrations sur les nouveautés en matière de véhicules écologiques que celui qui a clôturé ses portes le 19 octobre dernier à Paris. Comme pour conjurer le sort, repousser l'inévitable et affirmer que le salut à l'égard de la crise actuelle passe par la protection de la planète... et du porte-monnaie. Mais de ce croisement désordonné de messages contradictoires résulte un sentiment de confusion et d'affolement couronné le 31 octobre dernier par la décision des Etats membres de l'Union européenne de repousser à 2015 (au lieu de 2012) la date obligeant les constructeurs automobiles à appliquer la réglementation sur les voitures propres, actuellement en discussion à Bruxelles. On a finalement l'impression que les constructeurs ne sont pas prêts à affronter le virage en épingle qui s'annonce.

Le secteur de la sidérurgie suscite la même impression. Certes, la plupart des entreprises expriment désormais leurs préoccupations sur cette question et présentent un certain nombre de mesures destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais, malgré des efforts parfois conséquents, les résultats restent très au-dessous des enjeux : on note bien des gains en termes de « performance carbone » (réduction des émissions à la tonne produite), mais ils sont insuffisants pour compenser l'augmentation de la production, même si celle-ci commence à subir les premiers contrecoups de la crise de l'automobile.

Sur la problématique du respect des droits humains, apparemment plus éloignée des préoccupations de nos concitoyens en dépit de son importance considérable, les premières mesures commencent à être instaurées dans le secteur de la sidérurgie, tardivement cependant par rapport à l'urgence des situations !

Pour être tout à fait honnête, l'observation et l'analyse montrent que l'ampleur des décisions adoptées est très au-dessous des discours et, a fortiori, des nécessités. Et ce d'autant plus que la sévérité de la crise annonce d'ores et déjà une réduction générale des investissements, ce qui irait à l'inverse des besoins recensés.

Sidérurgie, climat et droits humains

Une industrie fortement émettrice de gaz à effet de serre...

Le secteur de l'acier représente 6 à 7 % de la production mondiale des gaz à effet de serre (GES). La transformation de minerai de fer via la filière classique du haut-fourneau, à laquelle s'ajoute la combustion de charbon, génère en effet une quantité importante de CO₂, qu'on estime à 1,9 tonne de CO₂ environ pour une tonne d'acier. Comparativement, une tonne d'acier fabriquée à partir du recyclage de ferraille et par un procédé de four électrique produirait approximativement 0,2 tonne de CO₂. Mais ce procédé reste peu développé et nécessite un investissement encore coûteux. Cela étant, l'industrie de l'acier a déjà réalisé des progrès : dans l'Union européenne, elle a diminué ses émissions de plus de 20 % depuis 1990.

... et en plein essor

Depuis le début du XXI^e siècle, la sidérurgie est en plein développement. Alors que la production mondiale d'acier stagne dans les années 80 et 90 entre 700 et 800 millions de tonnes par an (Mt), l'année 2000 marque un tournant : la production annuelle atteint 850 Mt, dépassant pour la première fois le seuil des 800 Mt. En 2004, la barre symbolique du milliard de tonnes est franchie (1 070 Mt). En 2007, la production annuelle oscille aux alentours de 1 340 Mt. En fournissant 730 Mt d'acier, l'Asie s'impose comme la première région sidérurgique du monde. Viennent ensuite l'Union européenne (210 Mt), les Etats-Unis (97 Mt) et les pays de l'ex-URSS, Russie (72 Mt) et Ukraine en tête (43 Mt). Avec plus d'un tiers de la

production annuelle mondiale (environ 490 Mt), la Chine caracole en tête des pays producteurs. De fait, si la production mondiale a explosé à l'aube des années 2000, c'est surtout à cause de ce pays qui a doublé sa production en cinq ans.

L'évolution de la consommation mondiale d'acier est relativement similaire : progression constante depuis le début des années 90, explosion au début du XXI^e siècle et dépassement du milliard de tonnes consommé en 2004. Ce dynamisme s'explique simplement : polyvalence du métal, accroissement de la population mondiale, augmentation du transport des personnes et des biens, élévation du niveau de vie, besoin croissant d'infrastructures et, plus généralement, recherche continue de l'amélioration de la qualité de vie... L'acier constitue un matériau utilisé à des fins multiples, qui vont de l'ustensile de base à l'ouvrage le plus complexe : équipement public (rails, signalisation), industrie chimique, pharmaceutique et nucléaire (cuves, réacteurs, tuyauteries), secteur agroalimentaire (conditionnement, stockage), construction (armature, charpente), transport (automobile, aéronautique, ferroviaire), composants mécaniques (visserie, câbles), outillage médical (instruments, appareils)...

Acteurs et stratégies

Aujourd'hui, malgré la baisse récente, la demande reste exceptionnellement élevée (1 180 millions de tonnes consommées en 2007), car les besoins en équipement et en infrastructure des pays émergents n'ont jamais été aussi considérables. Qui plus est, la consommation des pays développés et/ou historique-

ment liés à l'industrie de l'acier se stabilise à un niveau assez important. Les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) tirent actuellement le secteur vers le haut : dix-sept des trente premières firmes mondiales proviennent de ce quartet, ce qui n'est pas sans conséquence sur les perspectives des grands groupes, chacun tenant compte des activités de l'autre pour élaborer sa propre stratégie.

ArcelorMittal cherche à consolider sa place de numéro un. Tout d'abord, le groupe a pour objectif d'être autosuffisant en minerai de fer à 75 % d'ici à 2012 et à 90 % d'ici à 2018, en intégrant verticalement le processus de fabrication (acquisition d'exploitations minières, sécurisation des ressources, contrôle des coûts, réduction de la volatilité de l'activité). Par ailleurs, en acquérant 73 % du capital de China Oriental Group, ArcelorMittal a choisi de renforcer sa position sur le premier marché mondial.

Le japonais Nippon Steel (numéro deux mondial) et le leader américain US Steel (numéro sept mondial) souhaitent pérenniser leur savoir-faire en matière d'acier de moyenne et haute qualité destiné à la fabrication de produits à valeur ajoutée et de haute technologie (chantiers navals, automobile, électroménager, construction, industrie pétrolière).

Posco (leader coréen), Gerdau (numéro un brésilien) et Severstal (numéro un russe) cherchent à s'internationaliser pour poursuivre leur croissance, tout en renforçant les bases qui ont fait leur succès et en améliorant leur position sur l'acier de haute qualité.

NIPPON STEEL

Politique

Nippon Steel a élaboré une feuille de route environnementale et énergétique à l'horizon 2030 qui comprend les priorités suivantes :

- Intensification des économies d'énergie ;
- Accroissement du recyclage de l'acier et des autres déchets ;
- Augmentation de l'utilisation des biomasses ;
- Amélioration de l'efficacité énergétique, notamment pour l'utilisation du charbon ;
- Développement des technologies de capture du CO₂ ;
- Extension de l'usage de l'hydrogène liquide comme source d'énergie ;
- Contribution à des mesures internationales pour une protection de l'environnement à grande échelle.

A l'échelon international, la firme a mis en œuvre deux types de mesure :

Adhésion Coopération

- Participation à des séminaires sino-japonais et à des partenariats Asie-Pacifique sur la performance énergétique ;
- Transfert de technologie : à l'heure actuelle, Nippon Steel estime avoir apporté son savoir-faire en termes d'efficacité énergétique à plus de 167 compagnies sidérurgiques dans 50 pays à travers le monde. La firme considère avoir ainsi contribué à réduire les émissions de CO₂ à hauteur de 200 000 tonnes par an en Chine et en Inde.

A l'échelon national, Nippon Steel établit différentes formes de relations avec des collectivités (ville, province) ou des ministères :

Moyens

- Développement de nouvelles technologies (enfouissement de CO₂, hydrolyse partielle de charbon, hydrogène liquide) ;
- Mise en œuvre de projets et/ou d'études (élaboration d'un « éco-complexe », étude sur l'utilisation des transports en commun).

Les dépenses environnementales totales de Nippon Steel pour l'année 2006 s'élèvent à 448 millions d'euros environ.

L'entreprise met en place des processus d'innovation technologique sur ses produits finis, en développant notamment des aciers plus résistants, plus légers et plus fins qui permettent au final de construire des véhicules, bâtiments ou produits électriques nécessitant moins d'énergie pour fonctionner.

Le groupe s'efforce également d'agir sur ses processus de fabrication en construisant des installations capables de recycler résidus et déchets et de réaffecter les gaz dégagés durant les processus de fabrication de l'acier.

Nippon Steel estime que son taux d'efficacité énergétique s'élève à hauteur de 60 % et que son taux de recyclage (résidus, déchets, matériaux usagés) approche de 98 %.

L'aciériste japonais met également en œuvre des mesures qui touchent à la logistique et au transport de ses marchandises : utilisation des voies ferroviaires et maritimes pour 94 % de son transport, partage de navires avec d'autres firmes, coopération étroite avec les sociétés de transport, amélioration des capacités de charge en développant des aciers plus compacts.

Emissions de GES

Au niveau des émissions de gaz à effet de serre, Nippon Steel aurait émis au total 67 millions de tonnes de CO₂ en 2006, ce qui représente une baisse d'environ 9,7 % par rapport à 1990 (année de référence du protocole de Kyoto).

Ramenées à la production totale d'acier du groupe, ces émissions représentent environ 1,83 tonne de CO₂ par tonne d'acier brut pour l'année 2006. Pour 1990, ce rapport était de 2,07 tonnes de CO₂ par tonne d'acier. La baisse serait donc de 11,6 %.

POSCO

Politique

Sur la période 2004-2008, Posco s'est fixé comme objectif énergétique de réduire ses consommations d'énergie d'environ 1,04 million de tonnes d'équivalent pétrole. Pour atteindre son but, l'aciériste a défini les axes de travail suivants :

- Poursuite du développement des innovations technologiques qui permettent de réduire les émissions de CO₂ ;
- Travail sur l'efficacité énergétique ;
- Extension des partenariats nationaux et internationaux relatifs aux technologies propres et au réchauffement climatique.

Adhésion
Coopération

A l'échelon international, Posco participe à deux programmes majeurs :

- Il est tout d'abord membre de la commission spéciale sur l'acier Asie-Pacifique, qui travaille sur deux points précis : le développement de technologies propres et le transfert de connaissances ;
- Posco a également adhéré au programme de lutte contre le CO₂ mis en œuvre par l'Institut international du fer et de l'acier (International Iron and Steel Institut).

A l'échelon national, l'entreprise cherche à s'affirmer comme un leader de la lutte contre le réchauffement climatique en Corée :

- En 1998, elle a signé avec le gouvernement coréen un accord volontaire de lutte contre les gaz à effet de serre qui a débouché sur la mise en place d'un bureau de réduction des gaz à effet de serre, dirigé par le gouvernement et dont elle fait partie ;
- Posco coopère aussi avec les sidérurgistes coréens afin de proposer des solutions pour lutter contre le changement climatique ;
- Enfin, l'aciériste a établi des partenariats avec différentes firmes coréennes (tous secteurs confondus), qui reposent sur des partages de technologie, de compétences et de savoir-faire.

Moyens

- Les dépenses environnementales totales de Posco pour l'année 2006 s'élèvent à 441 millions d'euros environ.

La firme instaure avant tout des mesures qui visent à améliorer ses processus de fabrication et à éviter les déperditions d'énergie : développement d'installations d'énergie à vapeur, création d'installations de récupération d'énergie intégrées aux processus de fabrication de l'acier, développement de procédés de capture du CO₂, utilisation des déchets et résidus provenant du travail de l'acier pour fabriquer de l'hydrogène.

- Posco cherche également à réduire sa consommation d'énergie en déployant des installations d'énergie hydroélectrique qui pourraient fournir ses usines en électricité.

Emissions de
GES

Le dispositif de Posco paraît très volontariste, mais les résultats obtenus montrent ses limites. Pour l'année 2007, Posco aurait émis 2,19 tonnes de CO₂ par tonne d'acier (Posco distingue les émissions directes dues au processus de production - 2,12 tonnes - des émissions indirectes dues à l'achat d'électricité - 0,07 tonne -, mais ne prend pas en compte le transport des marchandises).

La production totale de CO₂, émissions indirectes comprises, serait donc de 68 millions de tonnes en 2007, soit une augmentation de plus de 86 % par rapport à 1990, due pour l'essentiel à l'augmentation de la production sur la période. En fait, à quantité équivalente, le gain est un peu inférieur à 2 millions de tonnes sur dix-sept ans. La quantité produite par tonne d'acier brut tend même à augmenter du fait d'une accentuation de la production d'acier de haute qualité, qui requiert des températures plus élevées.

ARCELORMITTAL

ArcelorMittal met en œuvre une approche « multifacette » en développant des objectifs à court, moyen et long terme. Adoptée en juillet 2007, la politique environnementale d'ArcelorMittal se décline en dix points :

- Adoption d'un système de management environnemental incluant la certification ISO 14001 pour toutes les unités de production ;
- Conformité avec toutes les lois et réglementations auxquelles la firme est soumise ;
- Amélioration continue des performances environnementales ;
- Développement, perfectionnement et mise en place de méthodes de production respectueuses de l'environnement et aux impacts limités ;
- Développement et fabrication de produits respectueux de l'environnement et facilement recyclables ;
- Utilisation efficace des ressources naturelles et de l'énergie ;
- Réduction de l'empreinte carbone de la production d'acier en intervenant sur des domaines techniques et économiques ;
- Responsabilisation des employés en les impliquant dans la performance environnementale de l'entreprise ;
- Engagement des fournisseurs et des sous-traitants dans le respect de la politique environnementale ;
- Instauration d'un dialogue avec toutes les parties prenantes concernées.

ArcelorMittal s'engage dans différents projets et programmes internationaux ayant pour but de lutter contre le réchauffement climatique :

- Adhésion au projet européen Ulcos (Ultra Low CO₂ Steelmaking), dont l'objectif est le développement de technologies pouvant permettre de réduire les émissions de CO₂ du secteur de 30 à 70 % en cinq ans ;
- Implication dans le projet Living Steel, dirigé par l'Institut international du fer et de l'acier et qui a pour objectif de promouvoir et faciliter l'innovation dans la conception et la construction de logements à partir d'acier ;
- Signature de la déclaration « Care for Climate » (Pacte mondial).

Le groupe établit également des partenariats scientifiques avec des universités et des instituts de recherche publics.

Les dépenses environnementales d'ArcelorMittal pour l'année 2007 s'élèvent à 204 millions d'euros. Le groupe prévoit d'engager 305 millions d'euros sur la période 2008-2012 pour les seuls programmes d'efficacité énergétique.

Pour lutter contre les émissions de ses installations, ArcelorMittal a développé une méthodologie interne, qui contrôle les émissions de chacune de ses usines pour les comparer avec la performance moyenne du groupe. Cela permet notamment de définir des priorités d'intervention et de partager les bonnes pratiques.

Le principal domaine d'intervention de la firme est dans l'innovation technologique. ArcelorMittal a ainsi développé un acier ultrarésistant, qui pèse près de 30 % de moins que les aciers traditionnels, ce qui permet d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et véhicules et, par voie de conséquence, de limiter les émissions de CO₂ induites.

En 2007, ArcelorMittal a produit 250 000 tonnes d'acier spécial destiné à la fabrication de turbines d'éoliennes et de panneaux solaires.

Pour l'année 2007, ArcelorMittal aurait émis environ 239 millions de tonnes de CO₂ pour 116 millions de tonnes d'acier brut produit, soit entre 0,5 % et 0,6 % des émissions totales de la planète.

Ramenés à une production unitaire, ces chiffres donnent 2,06 tonnes de CO₂ par tonne d'acier.

Politique

Adhésion
Coopération

Moyens

Emissions de
GES

US STEEL

Politique

La politique environnementale d'US Steel n'est pas encore très précise, mais la direction du groupe semble consciente du risque représenté par la mobilisation internationale autour de la question des émissions de GES. De ce point de vue, US Steel souligne l'impact grandissant des législations mondiales et des mesures adoptées en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), ainsi que la position plus ferme de la Cour suprême des Etats-Unis. Le groupe s'attend à ce que la question des émissions de CO₂ occupe une place plus importante dans les affaires. Cela étant, il paraît déployer une intense activité de lobbying et dénonce la distorsion concurrentielle dont il fait l'objet face aux producteurs situés dans des pays n'ayant pas adhéré au protocole de Kyoto. Sa filiale slovaque a ainsi porté plainte en 2005 contre la Commission européenne considérant que la réduction du plan national slovaque d'allocation des quotas de CO₂ était illégitime. La politique environnementale du groupe se résume à quatre actions majeures :

- Conformité avec toutes les lois et réglementations en vigueur ;
- Poursuite de l'amélioration dans la gestion de l'environnement et des ressources ;
- Travail continu sur les réductions des émissions ;
- Etablissement de partenariats pour préserver les ressources naturelles.

En 2006, la firme américaine a mis sur pied un comité spécial de management du CO₂ et de l'énergie, chargé d'examiner la manière dont l'énergie est consommée au niveau des installations, des bureaux et des processus, afin d'identifier les meilleures pratiques et de les faire partager à l'ensemble du groupe.

Adhésion Coopération

Au niveau international, US Steel est membre de différentes organisations :

- L'Institut américain du fer et de l'acier, avec lequel US Steel identifie les voies possibles pour consommer un baril de pétrole en moins par tonne d'acier produite d'ici à 2025 ;
- L'Association canadienne des producteurs d'acier ;
- L'Institut international du fer et de l'acier ;
- Eurofer (Confédération européenne des industries du fer et de l'acier).

Au niveau national, US Steel établit des partenariats de deux types :

- Coopération avec le ministère de l'Energie pour développer des technologies améliorant l'efficacité énergétique ;
- Partenariat avec de grandes universités américaines (MIT) pour mettre en place des projets industriels communs.

Moyens

Les dépenses environnementales du groupe US Steel pour l'année 2007 s'élèvent à 296 millions de dollars. Les investissements se montent, pour leur part, à 72 millions. Ce montant est légèrement en baisse par rapport à 2006 et significativement par rapport à 2005 (133 millions).

Le groupe s'engage activement dans la réduction de l'énergie consommée au cours de ses processus de fabrication d'acier. A ce titre, il a augmenté son taux de récupération d'énergie de 20 % sur les trois dernières années, atteignant ainsi les 65 % d'énergie récupérée à partir des pertes issues des processus de production.

US Steel a augmenté sa consommation d'agrocultures en 2006.

La firme travaille sur l'innovation et l'amélioration de ses aciers. Au cours de la dernière décennie, elle a développé plus de 55 nouveaux aciers, dont la plupart sont plus légers et plus résistants que les aciers traditionnels, participant ainsi à l'amélioration des performances des véhicules construits avec l'acier du groupe.

US Steel recycle suffisamment d'acier en une année pour pouvoir produire plus de 13 millions de nouveaux véhicules.

Pour l'instant, US Steel ne fournit pas la quantité de CO₂ émise par ses usines.

Emissions de GES

SERVERSTAL et GERDAU

Peu d'informations concernant les politiques de Severstal et de Gerdau en matière de diminution des gaz à effet de serre sont disponibles. Elles peuvent se résumer ainsi :

- Le russe Severstal s'attache à minimiser les conséquences néfastes de son activité sur l'environnement en utilisant des technologies et des équipements modernes ;
- Les dépenses environnementales de Severstal pour l'année 2007 s'élèvent à 74 millions d'euros ;
- Severstal vise avant tout à améliorer l'efficacité énergétique de ses processus de fabrication. Ainsi, en 2007, l'usine d'acier de Cherepovets aurait réalisé une économie de 326 millions de kW.h d'électricité et de 12 400 tonnes d'équivalent pétrole grâce à son programme de préservation de l'énergie.
- Les dépenses environnementales de Gerdau pour l'année 2007 s'élèvent à 137 millions d'euros ;
- En 2007, 67 % de la production de Gerdau provient de la récupération de ferraille. Le groupe est du reste un des premiers opérateurs mondiaux dans ce domaine. Il consomme ainsi moins d'énergie dans ses processus de fabrication et se donne la possibilité de limiter ses émissions de CO₂ ;
- Gerdau intervient au niveau de la consommation d'énergie en réutilisant au mieux les gaz issus du processus de production et en développant les partenariats pour la construction d'unités de fabrication d'électricité à usage propre (en particulier d'origine hydraulique au Brésil) ;
- Pour 2007, les émissions de CO₂ de Gerdau seraient de 0,598 tonne par tonne d'acier (ce qui est largement inférieur à la moyenne mondiale), soit une estimation totale de 10,7 millions de tonnes.

Au total, sous l'impact de l'augmentation des prix des matières premières et de l'énergie, les sidérurgistes agissent principalement sur deux plans : en développant les techniques visant à réduire la consommation d'énergie et en augmentant la part de ferraille dans le processus de fabrication de l'acier. Mais l'analyse souligne que les outils destinés à suivre l'évolution des émissions des gaz à effet de serre et, a fortiori, à instaurer des politiques permettant d'obtenir, en matière de réduction de ces émissions, des gains substantiels qui compenseraient l'augmentation de la production mondiale d'acier, sont encore embryonnaires. En fait, seuls Nippon Steel et Posco semblent avoir instauré des politiques globales inscrites dans une stratégie générale, tandis que Gerdau bénéficie de son process en majeure partie appuyé sur l'utilisation de ferraille. Mais les marges de manœuvre restent limitées et sont tributaires d'installations anciennes très lourdes, et donc très coûteuses, à remanier.

Consommation d'acier en 2007 en millions de tonnes (Union européenne à 15)

Pays	Chine	Union eur.	Etats-Unis	Japon	Corée	Inde	Russie	Brésil
Consommation	403	158	115	80	50	48	40	20

Producteur d'acier (panel étudié)

Année 2007	Nippon Steel	Posco	ArcelorMittal	US Steel	Severstal	Gerdau
Pays	Japon	Corée du Sud	Luxembourg	Etats-Unis	Russie	Brésil
Chiffre d'affaires	26,6	17,5	76,8	12,3	11,1	11,6
Prod. d'acier (Mt)	34,5	31,1	116,4	23,6	17,5	17,9

Source : rapports annuels

LE RESPECT DES DROITS HUMAINS

Le respect des droits humains, et en particulier des droits sociaux fondamentaux, devrait constituer un débat central pour la sidérurgie. La question n'est pas seulement de savoir si la sécurité des ouvriers est respectée dans les aciéries, mais aussi, et surtout, de connaître les conditions de travail dans les mines et, notamment, dans les mines de charbon.

De ce point de vue, US Steel, Severstal et Gerdau font figure de mauvais élèves. Leur faible transparence à cet égard suscite des interrogations. Au sujet de la sécurité au travail, les trois firmes n'évoquent que des banalités et lorsqu'il s'agit d'entrer dans le détail, elles peinent à expliquer les mesures existant au sein de leurs installations. Au mieux, elles se contentent de fournir quelques chiffres, sans expliquer comment ils sont calculés. Nippon Steel se montre un peu plus à son avantage. La firme japonaise a le mérite de décrire clairement le plan d'action mis en place pour assurer la sécurité de ses ouvriers. Mais les données chiffrées s'avèrent difficiles à comprendre.

Posco et ArcelorMittal représentent donc les entreprises les plus transparentes de notre panel sur cette thématique. Toutes deux définissent avec une relative précision les mesures adoptées et les programmes mis en place au sein de leurs installations. Les données chiffrées sont, par ailleurs, cohérentes. Posco délivre même les chiffres qui concernent ses sous-traitants, tandis qu'ArcelorMittal parvient à identifier les principales causes des accidents mortels survenus au sein de ses installations, au demeurant fort nombreux. Le leader de la sidérurgie évoque les accidents qui se sont produits en janvier 2008 dans ses mines du Kazakhstan et le nombre d'accidents mortels survenus au sein du groupe. Cela étant, dans l'ensemble, les entreprises ne parviennent pas encore à convaincre de l'efficacité des mesures décidées.

Les enjeux liés à l'exploitation du charbon

Le charbon constitue une matière première essentielle, qui entre notamment dans la composition chimique de l'acier (charbon à coke). Cette matière première est si indispensable que la demande mondiale de charbon a augmenté en moyenne d'environ 5 % par an depuis dix ans. Mais, dans le même temps, l'offre n'a pas suivi une croissance similaire, les principales mines subissant des contre-coups ayant affaibli leur rythme de production. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a abouti à une flambée des prix du charbon à coke, la tonne de meilleure qualité passant d'environ 100 dollars (USD) en 2007 à plus de 300 dollars en 2008.

Le charbon est une ressource majoritairement consommée dans les pays qui le produisent, 15 % seulement de la production mondiale étant exportée. Aujourd'hui, cinq pays figurent sur le devant de la scène : les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde et l'Australie, qui détiennent 70 % des réserves mondiales. A ces gros producteurs viennent s'ajouter l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Pologne, l'Indonésie et le Kazakhstan.

Le problème posé aux sidérurgistes réside donc dans leur approvisionnement en charbon : où se fournir à moindre coût ? Est-il préférable de posséder ses propres mines ou vaut-il mieux établir des partenariats avec des exploitants miniers ? Cette décision relève de la stratégie d'entreprise, mais la moitié au moins des entreprises de notre panel a choisi la première option. ArcelorMittal, Severstal et US Steel possèdent leurs propres mines. Le premier dispose de gisements dans plusieurs régions du monde (États-Unis, Canada, Afrique du Sud, Brésil, Serbie, Kazakhstan) et a déjà prévu de nombreux autres projets miniers (Australie, Mozambique, Russie, Mauritanie, Libéria) afin de poursuivre sa stratégie d'inté-

gration verticale. Les leaders russe et américain détiennent essentiellement des mines situées sur leur territoire, US Steel ayant néanmoins un peu diversifié ses implantations en se fournissant également en ex-URSS (Russie, Ukraine), en Pologne, en République tchèque, en Serbie et en Chine. Ne possédant pas leurs propres mines, le coréen Posco et le japonais Nippon Steel s'approvisionnent essentiellement en Australie, laquelle constitue, pour eux, la plaque tournante du charbon. Enfin, même si Gerdau possède quelques mines au Brésil, le leader brésilien importe la majeure partie de son charbon, en provenance d'Amérique du Nord, ce qui n'est pas sans causer des soucis à cette firme en expansion, étant donné l'augmentation du prix de la tonne de charbon à coke. Mais la firme s'est plus ou moins adaptée à ce problème puisque 67 % de sa production serait produite à partir de déchets d'acier et de recyclage.

Pour être franc, aucun des sidérurgistes ne réussit à convaincre de l'efficacité des mesures adoptées pour participer activement à l'amélioration des conditions de travail les plus élémentaires dans les mines de charbon souterraines, qu'elles soient détenues en propre ou non. L'enjeu est de taille : la progression de la demande mondiale, les conditions particulièrement difficiles qui font dire à l'Icem (Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses) qu'il s'agit d'un des secteurs industriels les plus dangereux, la localisation des gisements dans des pays où les droits sociaux fondamentaux sont peu respectés, devraient inciter les entreprises concernées à être vraiment plus attentives à l'application du droit international – en particulier la Convention n° 176 de l'Organisation internationale du travail sur la santé et la sécurité dans les mines –, même lorsqu'il n'est pas intégré dans le droit national des pays hôtes.